

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(98)/ST/119

20 mai 1998

(98-2185)

CONFERENCE MINISTERIELLE

Deuxième session

Genève, 18 et 20 mai 1998

Original: anglais

## ROYAUME-UNI

Déclaration distribuée par Mme Margaret Beckett, MP,  
Présidente du Conseil du commerce

Permettez-moi de vous remercier, au nom du Royaume-Uni, de la tâche que vous avez accomplie en qualité de Président de cette deuxième Conférence de l'Organisation mondiale du commerce et, par votre intermédiaire, d'exprimer notre reconnaissance au gouvernement de la Confédération suisse pour son organisation et son hospitalité. Nous voudrions remercier aussi le Directeur général, M. Ruggiero, ainsi que tout le personnel de l'OMC pour l'excellent travail qu'ils ont accompli dans la préparation de cette conférence.

Le Royaume-Uni considère la présente Conférence comme un pas important dans le sens d'un renforcement du système multilatéral fondé sur des règles et assorti d'un mécanisme de règlement des différends, qui est indispensable à la poursuite de la libéralisation des échanges et de la croissance économique, à l'amélioration des niveaux de vie et à la création de nouveaux emplois dans le monde entier.

Des marchés forts impliquent des marchés ouverts et des échanges libres. Les dangers du protectionnisme étant toujours présents, il est indispensable que nous nous engagions à maintenir des marchés ouverts.

Mon pays considère les Accords issus du Cycle d'Uruguay comme un acquis remarquable.

Mais si nous voulons en retirer tous les avantages nous devons, collectivement et chaque nation pour sa part, poursuivre avec détermination la mise en oeuvre de tous les aspects des engagements que nous avons pris lors du Cycle d'Uruguay.

Pour les milieux d'affaires, la mise en oeuvre vient au premier rang dans l'ordre des priorités.

C'est elle qui contribuera, au premier chef, à nous assurer leur confiance dans le système multilatéral, ainsi que celle de nos consommateurs.

Nous avons arrêté un calendrier de mise en oeuvre, et nous sommes engagés à respecter certaines dates limites. Nous devons nous y tenir. Il est dans l'intérêt de nous tous, pays développés comme pays en développement, de mener à bien le processus en temps utile. Je demande donc instamment à tous les pays d'accorder à cette question une place importante dans leurs préoccupations en matière de commerce. La solidité du système multilatéral fondé sur des règles en dépend.

./.

Dans le même temps, je reconnais que certains aspects de la mise en oeuvre suscitent des préoccupations, en particulier pour les pays en développement. Au sein de l'OMC, nous devons tenir compte de ces préoccupations et prendre des mesures positives pour y répondre. Les pays de l'Union européenne sont résolus à apporter une contribution constructive, sous l'angle notamment de la coopération technique.

Il convient d'accorder une attention toute particulière aux besoins des pays les moins avancés. La Réunion de haut niveau qui s'est tenue en octobre dernier a constitué un bon début. Les progrès dépendent toutefois du suivi de cette réunion. La présente Conférence ministérielle est une occasion opportune de donner un nouvel élan à ces travaux.

Nous attachons une importance toute particulière à assurer une coordination effective entre les institutions chargées d'exécuter les programmes d'assistance technique.

A la présente Conférence, il doit y avoir une détermination renouvelée de respecter dans les délais impartis, les dates prévues de mise en oeuvre, une détermination renforcée d'aider les pays en développement à se conformer à leurs engagements et de renforcer leur intégration au système multilatéral en abaissant encore les obstacles au commerce qui entravent leurs exportations.

La présente Conférence a un caractère historique, mais son importance réelle ne tient pas à son rôle dans l'histoire, mais à la contribution qu'elle peut apporter à la poursuite de la libéralisation du commerce mondial.

---